

UNION EUROPÉENNE  
UNANIEZH EUROPA



L'Europe s'engage  
en Bretagne

Avec le Fonds européen agricole pour le développement rural :  
l'Europe investit dans les zones rurales



Côtes d'Armor  
le Département



Mesure agro-environnementale et climatique (MAEC)

**Notice spécifique de la mesure HE02**  
**Gestion de l'herbe par la fauche en zones humides**  
**HERBE\_06**  
**Campagne 2022**  
**Engagement de 1 an**  
**BR\_PEEA\_HE02**  
**Territoire : Penzé**

## 1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif.

La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.

## 2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide vous sera versée pendant la durée de l'engagement, d'un montant de **222,86 €** par hectare engagé

Par ailleurs, votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités définies par les cofinanceurs nationaux (cf. arrêté régional campagne 2022). Pour les crédits du ministère de l'Agriculture, le montant d'aide maximum par bénéficiaire est indiqué par arrêté préfectoral.

## 3. CONDITIONS SPÉCIFIQUES D'ÉLIGIBILITÉ A LA MESURE

### 3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information.

Peuvent solliciter une MAEC :

- les personnes physiques exerçant une activité agricole
- les GAEC et autres formes sociétaires exerçant une activité agricole
- les autres personnes morales exerçant une activité agricole : fondations, associations sans but lucratif, établissements agricoles sans but lucratif, établissements d'enseignement et de recherche agricoles à condition qu'ils mettent directement en valeur une exploitation agricole
- les personnes morales mettant à disposition d'exploitants des terres de manière indivise (« entités collectives », groupements pastoraux...) pour certaines MAEC.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

Vous devez réaliser un **diagnostic d'exploitation** au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet de l'année de la demande, afin de localiser les zones de retard de fauche au regard de l'enjeu eau. Vous devez joindre ce diagnostic à votre demande d'aides PAC lors de votre engagement dans la mesure. Si le diagnostic n'est pas réalisé à la date du 15 mai, vous pouvez tout de même effectuer votre demande d'aides. Elle ne sera recevable que si vous transmettez les pièces justificatives au plus tard le 15 septembre de l'année de votre demande.

### 3-2 : Conditions relatives à l'éligibilité des surfaces

Les surfaces en herbe éligibles correspondent aux surfaces déclarées en catégories « prairies et pâturages permanents » et « surfaces herbacées temporaires » et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques, si ceux-ci sont admissibles. Ces surfaces doivent être localisées **en zones humides** et utilisées essentiellement par la fauche.

Les parcelles retenues devront figurer dans les inventaires avec cartographie existants des zones humides établis sur le territoire. La cartographie numérisée et géo-référencée devra être fournie aux services de la DDTM par l'opérateur PAEC.

En l'absence de cette cartographie numérisée et géo-référencée, une attestation du porteur de projet PAEC (ou d'une personne dûment mandatée par le porteur PAEC) précisant l'éligibilité de la parcelle à la mesure devra être jointe à la demande d'aide.

Les surfaces en prairies et pâturages permanents admissibles à cette MAEC sont les surfaces graphiques des parcelles (sans application du prorata), déduction faite des parcelles relevant de la catégorie de prorata 80-100 % d'éléments non admissibles .(option 2).

Une parcelle doit avoir au moins 50 % de sa surface en zone humide pour pouvoir être engagée dans cette mesure.

#### 4. CRITÈRES DE SÉLECTION DES DOSSIERS

---

Cette mesure peut être souscrite sur toutes les surfaces éligibles, qu'elles en aient déjà, ou non, bénéficié au cours de cette programmation.

Des critères de priorisation sont susceptibles d'être mis en place afin d'assurer l'adéquation entre les montants sollicités et les ressources financières correspondantes (cf. arrêté régional MAEC-BIO 2022).

#### 5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE RÉGIME DE CONTRÔLE ET DE SANCTIONS

---

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai 2022**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

| Obligations du cahier des charges<br><br>à respecter en contrepartie du paiement de l'aide   | Contrôles                          |  | Sanctions   |   |  |
|--|------------------------------------|--|---|---|--|
|  | Modalités de contrôle              | Pièces à fournir   | Caractère de l'anomalie   | Gravité   |  |
|  |                                    |  |   | Importance de l'anomalie  | Etendue de l'anomalie  |
| La fauche est autorisée à partir du <b>1<sup>er</sup> juillet</b> (respecter un retard de fauche de <b>40 jours</b> par rapport à la date de fauche habituelle fixée au <b>20 mai</b> )                              | Sur place : visuel et documentaire | Cahier d'enregistrement des interventions  | Réversible  | Principale  | A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)  |
| Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche <sup>1</sup>   | Sur place : visuel et documentaire | Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu | Réversible  | Principale  | Totale   |
| Interdiction du pâturage par déprimage.<br><i>Pâturage des regains autorisé à partir du 1<sup>er</sup> août et jusqu'au 31 décembre, chargement moyen maximum de 1,2UGB</i>  | Sur place : visuel et documentaire | Cahier d'enregistrement des interventions  | Réversible  | Secondaire  | A seuil<br>- non-respect des dates de pâturage : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)<br>- non-respect du taux de chargement : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu |
| Interdiction du retournement des surfaces engagées<br>La destruction notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds est interdit.<br>Le renouvellement par travail superficiel du sol n'est pas autorisé. | Sur place : visuel et documentaire | Cahier d'enregistrement des interventions  | Définitif   | Principale  | Totale   |
| Interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires, sauf traitements localisés <sup>2</sup>   | Sur place : visuel et documentaire | Cahier d'enregistrement des interventions  | Réversible  | Principale  | Totale   |
| Enregistrement des interventions   | Sur place : documentaire           | Cahier d'enregistrement des interventions  | Réversible aux premier et deuxième constats.<br><br>Définitif au troisième constat. | Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie) | Totale   |

<sup>1</sup> Le retard de fauche doit être respecté sur 100 % de la surface engagée ( en cas d'impossibilité de respecter ce taux de 100 %, nécessité de faire une déclaration spontanée auprès de la DDTM)

<sup>2</sup> Traitements localisés : traitements pied à pied des espèces indésirables

## 6. DÉFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

### 6-1 Définitions relatives au chargement

Le **chargement moyen** sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

- **Calcul du taux de chargement :**

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturent sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâture et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâture autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturent sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Pour le calcul des taux de chargement, ce sont les surfaces corrigées par la méthode du prorata qui sont utilisées.

- **Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :**

| Catégorie d'animaux | Animaux pris en compte  | Conversion en UGB   |
|---------------------|---|---|
| BOVINS              | Nombre de bovins  | 1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB<br>1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB<br>1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB |
| OVINS               | Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas   | 1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB  |
| CAPRINS             | Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an  | 1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB  |
| ÉQUIDÉS             | Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses | 1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB  |
| LAMAS               | Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans   | 1 lama âgé de plus de 2 ans = 0,45 UGB  |
| ALPAGAS             | Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans  | 1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB  |
| CERFS ET BICHES     | Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans   | 1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB   |
| DAIMS ET DAINES     | Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans   | 1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB   |

Le taux de chargement à la parcelle est vérifié sur la base des enregistrements du cahier de pâture et/ou sur le comptage des animaux présents le jour du contrôle sur place.

### 6-2 Le cahier d'enregistrement des interventions

La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

Le cahier d'enregistrement des interventions comprendra a minima, pour chacune des parcelles engagées, les points suivants :

- Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- Fauche ou broyage : date(s), matériel utilisé, modalités (notamment si fauche centrifuge) ;
- Pâture : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre et type d'animaux et d'UGB correspondantes.
- Pratiques phytosanitaires : dates, quantité, produit (0, hors traitements localisés)

## **6-2 Le diagnostic d'exploitation**

**Le diagnostic d'exploitation** devra mentionner a minima :

- les parcelles ou parties de parcelle éligibles
- la localisation des parcelles à engager
- les périodes d'interdiction d'intervention mécanique

Pour la réalisation de ce diagnostic, vous vous adresserez au porteur du PAEC Penzé dont les coordonnées figurent sur la notice de territoire.